

A mon sens, le juge sera en mesure de décider si les audiences devraient avoir lieu à huis clos ou en public.

M. Nielsen: Une question supplémentaire. Le ministre n'a pas répondu à la dernière partie de ma question, savoir si le rapport sera déposé après avoir été présenté au gouverneur en conseil. Je lui signale qu'il est absolument inopportun de laisser le juge libre de décider...

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Nielsen: ...s'il devrait y avoir...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Nielsen: ...une enquête publique.

M. l'Orateur: A l'ordre!

LES PÊCHERIES

ÉTABLISSEMENT DE COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES RELATIVES AUX LIGNES DE BASE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre dira-t-il à la Chambre et aux pêcheurs canadiens quand son ministère, ou le gouvernement, a l'intention de désigner les coordonnées géographiques permettant de tracer les lignes de base de la zone de 12 milles, comme l'indique la loi?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme mon honorable ami le sait, le gouvernement a déjà présenté une mesure législative, qui a déjà été approuvée par la Chambre, en vue d'établir une zone de pêche de 12 milles fondée sur le système de lignes de base droites. Avant de fixer ces lignes, le Canada devra obtenir l'accord de plusieurs pays. Les négociations à cette fin, qui présentent certaines difficultés, ne sont pas encore terminées, mais dès qu'elles le seront, il me sera possible de donner une réponse plus précise.

M. Richard Cashin (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement consentirait à étudier d'autres propositions sur la façon de venir à bout de ce problème, qui affecte surtout les pêcheurs côtiers, en attendant le résultat éventuel des négociations dont il a parlé?

L'hon. M. Martin: Le gouvernement serait très heureux d'examiner toute proposition des honorables députés. Vu la nature des

[L'hon. M. Cardin.]

négociations, l'honorable député sera en mesure de déterminer comment ces instances devraient être faites.

M. Frank Howard (Skeena): J'aimerais poser une question complémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comment peut-il concilier la déclaration voulant que l'établissement de lignes de base droites dépendra des négociations et celle qu'il a faite au comité de la marine et des pêcheries en 1964?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, cela ne pose aucun problème, à mon avis.

[Français]

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

ON DEMANDE D'EN RELEVER LE TAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social relativement à un article du discours du trône.

C'est un sujet important, à mon avis, et je voudrais demander à l'honorable ministre si le gouvernement a l'intention, d'ici trois mois, de modifier la loi sur les allocations familiales et d'en relever substantiellement le taux?

[Traduction]

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

MAJORATION DES VERSEMENTS MENSUELS À 100 DOLLARS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Vu la situation grave causée par l'augmentation continue du coût de la vie dont il n'est pas question dans le discours du trône, le premier ministre nous dirait-il s'il se propose de remédier à cette situation critique en portant à \$100 par mois les versements de la sécurité de la vieillesse?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'espère aborder demain certaines de ces questions.

L'IMMIGRATION

LE DÉPÔT DU LIVRE BLANC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration; j'en profite pour le féliciter de sa